



FORUM MONDIAL 2018 DE L'OCDE SUR
**L'INTÉGRITÉ & LA LUTTE
ANTI-CORRUPTION**

PROGRAMME & DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

PLANÈTE INTÉGRITÉ : VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

27-28 mars 2018 - Paris, France

Mardi 27 mars

8h-9h30 *Enregistrement et café de bienvenue*

9h30-10h Allocutions d'ouverture Salle 1

10h-11h30 Panel de haut niveau : L'intégrité pour une mondialisation plus juste – défis et orientations Salle 1

11h30-12h *Pause networking*

12h-13h30 Règlement extrajudiciaire des affaires de corruption transnationale Salle 2

Intégrité et échanges : Inutile de graisser les rouages du commerce Salle 4

L'intégrité dans la gouvernance locale Salle 7

Nouvelles perspectives sur l'intégrité [1/2] Auditorium

13h30-14h30  *Pause-déjeuner et présentation des posters Youth ResearchEdge*

14h30-16h Intégrité des marchés publics : analyses de données et exclusion de fournisseurs Salle 1

Gouvernement ouvert et données ouvertes pour l'intégrité Salle 2

Lutter contre la corruption : l'importance du journalisme d'investigation Salle 4

Supermans de l'éthique ? Éclairage des sciences comportementales sur l'intégrité Salle 7

16h-16h30 *Pause networking*

16h30-18h Infrastructure publique : poser les fondements de l'intégrité Salle 1


Présentations Youth ResearchEdge [1/2] Salle 2

18h-20h  *Cocktail - Buffet du Parc*



Le programme complet ainsi que la liste des intervenants sont disponibles sur le site web du Forum – oe.cd/IF2018 et sur l'application **Swapcard** – code événement: **OECDACI2018**

Mercredi 28 mars

8h-9h15	<i>Café de bienvenue</i>			
9h15-9h30	Session spéciale : le rôle et la vision des organisations intergouvernementales dans la lutte contre la corruption			Salle 1
9h30-11h	Renforcer la coopération entre les autorités fiscales et les autorités chargées de lutter contre la corruption			Salle 1
			Présentations Youth ResearchEdge [2/2]	Salle 2
11h-11h30	<i>Pause networking</i>			
11h30-13h	L'intégrité dans le sport	Vers des lignes directrices sur l'intégrité et la lutte contre la corruption pour les entreprises publiques	Influences asymétriques sur l'élaboration des politiques	
	Salle 2	Salle 4	Salle 7	
13h-14h	 <i>Pause-déjeuner et présentation des posters Youth ResearchEdge</i>			
14h-15h30	Lever le voile sur une zone d'ombre : déficits de gouvernance, corruption et commerce illicite	«Les enfants vont bien» : l'éducation au service de l'intégrité publique	Gérer les risques de corruption dans les situations de fragilité	Nouvelles perspectives sur l'intégrité [2/2]
	Salle 2	Salle 4	Salle 7	Auditorium
15h30-16h	<i>Pause networking</i>			
16h-17h30	Panel de haut niveau : L'intégrité pour une mondialisation plus juste – stratégie, action, impact			Salle 1
17h30-17h45	Conclusions			Salle 1



Le programme complet ainsi que la liste des intervenants sont disponibles sur le site web du Forum – oe.cd/IF2018 et sur l'application **Swapcard** – code événement: **OECDACI2018**

Présentations des posters de recherche Youth ResearchEdge

Youth ResearchEdge fait le lien entre la recherche universitaire et l'élaboration des politiques publiques. L'OCDE a organisé un concours pour les jeunes chercheurs et les a invités à soumettre des propositions qui apportent de nouveaux éclairages et éléments d'information sur l'intégrité et la lutte contre la corruption.

Présentation des posters : Salle 2
mardi de 16h30 à 18h
et mercredi de 9h30 à 11h

Les lauréats présentent les résultats de leurs travaux lors de séances de 5 minutes «TED-talk».

Poster Market: Hall du Centre de Conférence
mardi de 13h30-14h30
et mercredi de 13h-14h

Ils présenteront également devant leurs posters au stand d'exposition situé au milieu du Centre de conférence, pendant les pauses-déjeuner – N'hésitez pas à leur poser des questions !

Nouvelles perspectives sur l'intégrité (Auditorium)

27/03 12h-13h30

- Centre for Public Impact, «Vers un mode de gouvernement plus humain»
- Alina Mungiu-Pippidi, «Transitions vers une bonne gouvernance : Créer des cercles vertueux en matière de lutte contre la corruption»
- Transnational Alliance to Combat Illicit Trade (TRACIT), « Environnement propice au commerce illicite : l'indice mondial de The Economist »

28/03 14h-15h30

- Andrew B. Spalding, «L'héritage olympique en matière de lutte contre la corruption»
- Fredrik Eriksson : «U4 Trial : Développer des approches innovantes de la lutte contre la corruption dans le développement»



Évènements en marge de la Semaine de l'intégrité

27/03	14h30-16h00	La jeunesse et l'intégrité dans le secteur public : qu'est-ce qui fonctionne dans les pays de l'OCDE et dans les pays de la région MENA ?	Salle 16
28/03	8h-9h15	Petit déjeuner - table ronde du Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)	Salle 16
	13h30-15h30	Manifestation parallèle du Programme régional de l'OCDE pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Salle 9
29/03	9h-18h	Congrès Européen Éthique et Gouvernance (Université de Cergy-Pontoise)	Salle 4
	9h-18h	Rencontre du Réseau MENA-OCDE pour l'intégrité des affaires	Salle 9
	10h-12h	Manifestation parallèle sur le mécanisme de signalement de haut niveau	Château - Salle C
	sur invitation	Atelier du Réseau pour l'intégrité (HATVP)	
30/03	9h-17h15	Congrès Européen Éthique et Gouvernance (Université de Cergy-Pontoise)	Salle 4
	sur invitation	Atelier du Réseau pour l'intégrité (HATVP)	

Donnez votre avis sur le pôle anti-corruption et intégrité de l'OCDE

Rejoignez-nous au Centre de conférences devant la salle 1 et inscrivez-vous à l'un de nos ateliers d'échange de vues sur la manière dont le nouveau pôle pourrait appuyer la communauté mondiale qui lutte contre la corruption et œuvre en faveur de l'intégrité.

Votre Forum avec Swapcard

Tirez le meilleur parti du Forum 2018 de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption : téléchargez notre application événementielle, personnalisez votre calendrier et nouez des contacts utiles.

Télécharger **Swapcard**
code événement : **OECDACI2018**

Restauration

- Un **coin café**, situé au cœur du centre de conférences de l'OCDE et ouvert de 8h30 à 17h00, propose boissons et sandwiches.
- L'**Exki Café**, ouvert de 8h à 17h, propose petits déjeuners, déjeuners, salades, sandwiches et snacks tout au long de la journée.
- Un **self**, ouvert de 11h45 à 14h15, est situé au niveau du hall d'entrée.
- Un **restaurant** proposant une cuisine simple et raffinée en **service de table** est ouvert de 12h à 14h. Pour toute réservation ou question, veuillez envoyer un courriel à : restaurantdesnations@elior.com.
- Vous trouverez divers **restaurants et boulangeries à l'extérieur de l'OCDE**, autour de la station de métro La Muette (5-10 minutes à pied).

PLANÈTE INTÉGRITÉ : VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

*“Quelle mondialisation voulons-nous ?
Telle est la question que nous devons
nous poser aujourd’hui.”¹*

- Angel Gurría

La mondialisation, soit l'intégration croissante des économies en termes de circulation de biens, de services, de capitaux, de personnes et d'idées, transforme le monde². Si elle procure des avantages considérables – elle permet à des milliards de personnes de sortir de la pauvreté, stimule la croissance économique, élargit l'offre et améliore l'accessibilité des biens et services dans le monde – tous n'en profitent pas de la même manière, et certains pays et citoyens se trouvent encore en situation de vulnérabilité.

Le Forum mondial 2018 de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption s'attachera à déterminer comment l'intégrité contribue à instaurer des règles du jeu équitables pour les entreprises, réduit les inégalités socio-économiques et renforce l'efficacité de l'action publique – offrant à tous la possibilité de profiter davantage des bienfaits de la mondialisation. Le défi que nous devons relever à l'avenir est donc celui de l'intégrité à l'échelle de la planète. En amont de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres de 2018, les débats porteront sur la gouvernance de la mondialisation et se pencheront sur l'importance de la coopération internationale et du multilatéralisme pour faire reculer la corruption et les pratiques contraires à l'éthique dans des domaines tels que les échanges, la concurrence, les infrastructures, la coopération pour le développement et la collecte des recettes.

¹ OCDE (2017), « Globalisation calls for radical change », par Angel Gurría, www.efe.com

² OCDE (2017), « Making Globalisation Work for All: An OECD Perspective », Observations d'Angel Gurría, <http://www.oecd.org/trade/making-globalisation-work-for-all-an-oecd-perspective.htm>

³ OCDE (2017), « Foreign direct investment, corruption and the OECD Anti-Bribery Convention », <http://dx.doi.org/10.1787/9cb3690c-en>

⁴ OCDE (2014), « The rationale for fighting corruption », <https://www.oecd.org/cleangovbiz/49693613.pdf>

La corruption réduit les bienfaits de la mondialisation

Les avantages de la mondialisation sont menacés, dans la mesure où la corruption fausse le fonctionnement des marchés et crée une concurrence déloyale, décourage l'investissement direct étranger (IDE)³ et amoindrit l'efficacité des politiques publiques.

Les entreprises peuvent verser des pots-de-vin ou manipuler les soumissions d'offres afin de remporter des contrats publics, aux dépens de concurrentes qui respectent les règles du jeu. De même, les investisseurs étrangers peuvent souffrir d'un désavantage concurrentiel lorsque la corruption ou des contraintes réglementaires restreignent l'accès aux marchés et contrats publics. Par ailleurs, les ententes visant à provoquer une hausse artificielle des prix de certains biens ou services portent atteinte à l'intégrité de la concurrence sur les marchés. La corruption, les pots-de-vin et l'exercice d'une influence indue peuvent également compromettre l'efficacité des autorités de contrôle, certaines entreprises ou certains groupes d'intérêts privés cherchant à influencer le processus de décision et à exercer une mainmise sur l'action des pouvoirs publics.

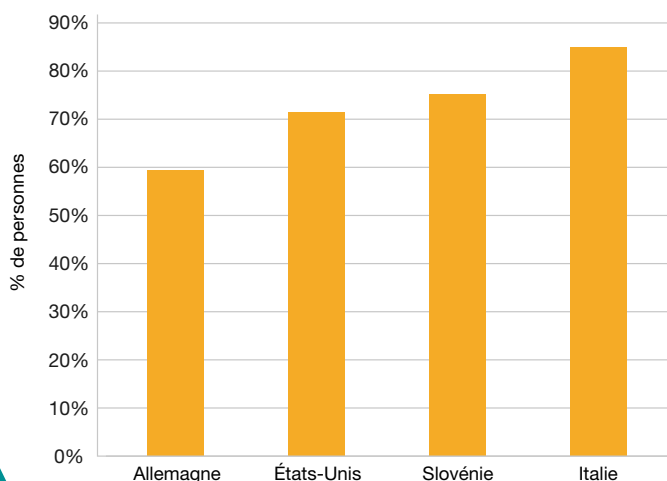
L'investissement est en danger quand la corruption s'étend à l'octroi de licences d'exploitation ou de permis environnementaux, au passage en douane de biens ou à la protection de la propriété intellectuelle. Dans les pays touchés par la corruption, l'investissement est inférieur

de près de 5 % par rapport aux pays relativement épargnés par ce phénomène et, d'après les estimations, la corruption entraîne une augmentation du coût lié à l'exercice d'une activité économique pouvant atteindre 10 % en moyenne⁴. La corruption a des répercussions sur la composition des entrées de capitaux, détournés d'IDE plus stables au profit d'emprunts bancaires plus volatils. Or, non seulement les IDE favorisent l'intégration de l'économie mondiale, mais ils sont aussi un vecteur de transfert de technologies et de compétences managériales, de renforcement du développement du secteur privé national, notamment des PME, et de création d'emplois. La corruption nuit donc aussi à l'innovation et à la diffusion mondiale de nouvelles technologies.

La corruption **porte atteinte au bien-être des citoyens** et à la répartition des revenus, car elle réduit la capacité de participer sur un pied d'égalité à la vie sociale, économique et politique. Les données recueillies par **Trustlab** – la plateforme de l'OCDE qui s'emploie à mesurer le niveau de confiance – montrent qu'une majorité de citoyens pense que les responsables politiques dans leur pays sont susceptibles de se livrer à des pratiques de corruption à haut niveau (graphique 1) et que s'ils étaient moins nombreux à le faire, la confiance dans les institutions publiques augmenterait sensiblement (graphique 2).

Graphique 1 :

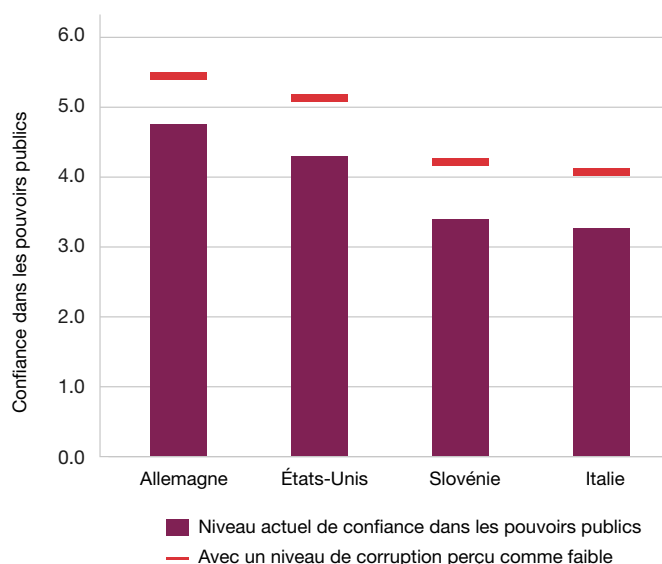
% de personnes qui pensent que les responsables politiques sont susceptibles de se livrer à des pratiques de corruption à haut niveau



Source : Trustlab, OCDE

Graphique 2 :

Amélioration potentielle de la confiance quand la population dans son ensemble pense que les responsables politiques s'abstiennent de se livrer à des pratiques de corruption à haut niveau



Source : Trustlab, OCDE

En outre, d'après l'Eurobaromètre 2017⁵, un quart des Européens (25 %) déclarent être personnellement touchés par la corruption dans leur vie quotidienne. La corruption a contribué à la forte augmentation des inégalités de revenus et de richesse observée ces dernières décennies⁶, et elle entrave également la réalisation des Objectifs de développement durable dans de nombreux domaines, de la santé à l'environnement, en passant par l'éducation et les droits de l'homme.

La corruption a également des répercussions négatives sur l'action publique. Les États subissent d'importantes pertes de recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés sous l'effet d'activités internationales d'optimisation fiscale visant à transférer ces bénéfices vers des pays ou des territoires où ils sont plus faiblement taxés – une pratique dont la légalité n'est pas contestée mais qui est néanmoins contraire à l'éthique⁷. Par ailleurs, outre le fait qu'elle entraîne une perte de recettes pour l'État, l'évasion fiscale fausse aussi la concurrence en pénalisant les entreprises qui respectent leurs obligations fiscales. Qui plus est, la corruption interne, pratiquée par exemple dans le cadre de la passation de marchés publics ou de la prestation de services, réduit l'efficacité des dépenses publiques et de la répartition des ressources et, par-là même, perpétue les inégalités et la pauvreté.

Le **domaine** des infrastructures présente un **risque** particulier. Des infrastructures de qualité (routes, voies ferroviaires, aéroports, ports maritimes et infrastructure numérique) contribuent à attirer les échanges et les investissements internationaux. Or, les projets d'infrastructure sont reconnus pour être particulièrement exposés aux risques de corruption, de collusion et de mauvaise gestion. L'importance des sommes engagées, la complexité des projets en termes d'étapes et de partenaires et l'étendue de la latitude

laissée aux responsables politiques et aux agents publics pour ce qui est des décisions d'investissement exposent ces projets à un risque d'abus d'influence. Les pressions exercées par les groupes d'intérêts peuvent se traduire par une productivité négative ou par un excédent d'infrastructures⁸. Les entreprises publiques sont particulièrement exposées à des risques en matière d'intégrité, du fait de leur proximité avec les sphères du pouvoir politique. Nombre d'entre elles opèrent également dans des secteurs qui mobilisent des investissements particulièrement élevés dans les infrastructures et qui sont donc exposés à un haut risque de corruption (hydrocarbures, électricité, transports et télécommunications, par exemple). La corruption peut créer des risques pour l'environnement, la sécurité et la santé lorsque les infrastructures sont mal conçues ou mal placées. En outre, elle est associée à un coût d'opportunité élevé. En effet, à l'échelle mondiale, un pays où la corruption sévit a tendance à moins investir dans les systèmes d'éducation et de santé au profit de projets d'infrastructure prestigieux, dont les bénéfices pour la société ne sont pas toujours avérés⁹.

L'esclavage moderne, qui englobe la traite des êtres humains et l'exploitation par le travail forcé, est un autre domaine à risque. En l'absence de corruption, de telles pratiques répréhensibles n'auraient jamais pu atteindre l'ampleur qu'on leur connaît aujourd'hui. S'attaquer à la corruption comme facilitateur de la traite des êtres humains, du travail forcé et de l'exploitation domestique est donc une manière de contribuer à la réalisation de la cible 8.7 des Objectifs de développement durable (ODD), qui vise à mettre fin à l'esclavage moderne.



L'intégrité, facteur d'une mondialisation plus juste

Pour permettre à la société tout entière de profiter des avantages de la mondialisation, il est essentiel de **créer un environnement** qui favorise l'intégrité des transactions entre les administrations publiques, les entreprises et les citoyens.

Alors que la corruption est de plus en plus mondialisée, complexe et pluridimensionnelle, **nécessité s'impose de renforcer la coopération internationale** afin de prévenir ce phénomène, d'engager les enquêtes nécessaires et de poursuivre les responsables. Compte tenu de l'interdépendance des politiques menées aux niveaux infranational, national et international, la lutte contre la corruption appelle des stratégies intégrées qui prennent en compte les retombées possibles et les synergies potentielles. L'érosion de la confiance dans nos institutions découle souvent de l'incapacité des différents niveaux d'administration à œuvrer de concert et à reconnaître que la coopération est nécessaire pour relever plus efficacement des défis communs.

La Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption illustre le rôle central que jouent le multilatéralisme et la coopération dans le combat mondial contre la corruption. Depuis son entrée en vigueur il y a près de vingt ans, 443 personnes et 158 entités ont été sanctionnées pour corruption transnationale au terme de procédures pénales¹⁰. Cela étant, la traduction en justice des auteurs d'infractions demeure le principal enjeu et impose d'intensifier la coopération entre les juridictions nationales et, horizontalement, entre les autorités d'un même pays.

L'objectif d'une mondialisation équitable exige également de remédier aux défaillances du marché et de promouvoir des politiques publiques qui garantissent le respect du principe de concurrence loyale. Par ailleurs, des mécanismes de gouvernance d'entreprise crédibles, y compris pour les entreprises publiques qui opèrent à l'échelle internationale, doivent être mis en place pour favoriser une croissance inclusive. Une gouvernance d'entreprise efficace contribue à susciter

la confiance des marchés et à renforcer l'intégrité des entreprises – préalable essentiel pour les entreprises qui ont besoin d'accéder à des fonds propres afin de financer des investissements à long terme¹¹. La politique et l'administration fiscales doivent elles aussi être équitables pour prévenir la fraude fiscale et les répercussions négatives sur les échanges et l'investissement. Enfin, les initiatives internationales visant à promouvoir l'équité fiscale sont tout aussi essentielles pour favoriser une mondialisation plus juste¹².

Alors que nous fixons le cap en matière d'intégrité à l'échelle de la planète, quelles sont les valeurs qui sous-tendent la gouvernance de la mondialisation ? Jamais l'appel en faveur d'une action éthique, d'une responsabilité sociale et d'une redevabilité plus fortes n'a été aussi vibrant et de nombreuses initiatives fleurissent dans le monde qui visent à promouvoir l'intégrité de l'action publique, des transactions des entreprises et de la société en général. Pour créer les conditions d'une mondialisation plus juste, il faut un engagement, une coopération et une action englobant tous les secteurs de la société. Compte tenu de la dimension internationale de la corruption, une coopération internationale plus étroite s'impose également pour relever les défis mondiaux qui se posent en matière d'intégrité à l'aide d'une approche intégrée et coordonnée. Le Forum 2018 de l'OCDE sur l'intégrité et la lutte anti-corruption examinera le rôle que joue l'intégrité pour façonner la mondialisation et se penchera sur l'importance de la coopération internationale et du multilatéralisme pour juguler la corruption et généraliser les pratiques d'intégrité.



⁵ Commission européenne (2017), Eurobaromètre spécial 470 – Corruption, <http://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/SPECIAL/surveyKy/2176>

⁶ OCDE (2016), « Putting an end to corruption », <https://www.oecd.org/corruption/putting-an-end-to-corruption.pdf>

⁷ OCDE (2013), RCM - Mise à jour : érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires, [https://www.oecd.org/mcm/C-MIN\(2013\)7-ENG.pdf](https://www.oecd.org/mcm/C-MIN(2013)7-ENG.pdf)

⁸ OCDE (2017), Cadre d'intégrité pour l'investissement public, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264263543-fr>

⁹ Vargas et Sommer (2014), « Corruption and the Losses on Government Bonds », Risk Management, Édition 3.3.

¹⁰ OCDE (2016), Données sur la mise en œuvre de la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, <http://www.oecd.org/daf/anti-bribery/Anti-Bribery-Convention-Enforcement-Data-2016.pdf>

¹¹ OCDE (2015), Principes de gouvernance d'entreprise du G20 et de l'OCDE, <https://www.oecd.org/daf/ca/Corporate-Governance-Principles-ENG.pdf>

¹² OCDE (2013), « Joint Action for Efficient and Fair Taxation », Observations d'Angel Gurría, <http://www.oecd.org/about/secretary-general/joint-action-efficient-fair-taxation.htm>

Remerciements

 UK Government

Partenaires



oe.cd/IF2018

IntegrityForum@oecd.org

[#OECDintegrity](https://twitter.com/OECDintegrity)